

La Ville de Paris

Type : Commune et département

Caractéristiques :

- Gestion du service d'eau : remunicipalisation de l'eau en 2010 et service confié à la régie autonome Eau de Paris (établissement public local)
- Gestion du service d'assainissement : régie directe (collecte des eaux usées) et syndicat interdépartemental (traitement des eaux).

Principaux éléments chiffrés

Dispositifs d'intervention et montants alloués aux projets eau et assainissement :

	2007	2008	2009
Appel à projets eau et assainissement	499.702 €	503.726 €	383.185 €
Coopération décentralisée	50 000 €	50 000 €	50.000 €
Urgence	0 €	35.000 €	85.000 €
Valorisation RH ¹	45 000 €	75 000 €	85 000 €

Moyenne annuelle d'engagement (sur 2007-2009): 620.538 €

Orientations générales

Dans le cadre de sa politique de solidarité internationale, la Ville de Paris se donne pour principe de ne pas financer la réalisation d'équipements hors de son territoire, et s'attache à n'apporter que de l'expertise valorisée.

La Loi Oudin lui permet cependant de faire une exception dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, seul secteur de coopération dans lequel elle finance de l'investissement et des études.

La Ville de Paris mobilise chaque année 1 000 000 € dans le cadre de la Loi Oudin. Initialement, cette enveloppe était principalement destinée à financer les subventions accordées dans le cadre de l'appel à projets eau et assainissement ouvert aux associations portant un projet dans ce domaine.

Mais en 2008, le comité d'engagement, qui réunit le Maire adjoint aux relations internationales, la Maire adjointe en charge de l'eau et des représentants des groupes politiques au Conseil de Paris et des usagers, a exprimé la volonté de réorienter cette répartition en faveur de la coopération décentralisée.

Modalités d'intervention

Organisation du service :

Le fonds « Solidarité eau et assainissement » de la Ville de Paris, créé en application de la Loi Oudin-Santini, est co-piloté par la Délégation générale aux relations internationales (DGRI) et la Direction de la Propreté et de l'Eau (DPE), qui en est le gestionnaire budgétaire.

Trois chargés de mission assurent le suivi des actions développées dans le cadre de la mise en œuvre de ce fonds : deux chargés de mission « coopération décentralisée » et un chargé de mission « appel à projets ».

¹ Estimée par la Ville de Paris

Grâce à la mobilisation de ce fonds, la Ville de Paris s'est engagée dans la solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement à travers :

- d'une part, un soutien aux acteurs associatifs portant des projets dans ce secteur ;
- d'autre part, une politique de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau. En 2009, deux projets étaient en cours : l'un en partenariat avec la Ville de Phnom Penh au Cambodge et l'autre en partenariat avec la Municipalité de Jéricho, en Palestine. Menés en collaboration avec l'AFD, ces deux projets ont été pilotés par la DGRI et ont mobilisé l'expertise d'ingénieurs et de techniciens de la DPE et d'Eau de Paris. Dans ce cadre, la Ville intervient en direct auprès de ses collectivités partenaires et assure le suivi technique et financier des projets.

Type d'intervention :

Type 2a > Pilotage et suivi des actions de coopération assurés par les services de la collectivité, et mobilisant l'expertise de la collectivité ou du territoire

Type 1b > Soutien financier à des projets du secteur Eau et Assainissement

Détail des actions de coopération

→ Action au Cambodge - Ville de Phnom Penh :

La Ville de Paris coopère depuis de nombreuses années avec la Mairie de Phnom Penh dans de nombreux domaines. Entre 2007 et 2009, dans le cadre d'un projet cofinancé par le MAEE, les deux villes ont coopéré dans quatre grands domaines, dont celui de l'eau.

Ce volet d'intervention dans le domaine de l'eau a été élaboré en dialogue avec l'AFD qui finance déjà la Régie des eaux de Phnom Penh pour l'augmentation de sa production d'eau (construction de deux stations de traitement). La Ville de Paris intervient en complémentarité de cette action pour contribuer au financement du programme de branchements sociaux de la Régie, également financé par la Banque Mondiale. Ce programme permet de raccorder les quartiers périphériques et les populations défavorisées. L'appui de la Ville est strictement financier, aucun besoin en termes d'appui institutionnel n'ayant été identifié au niveau de la Régie des eaux.

Aucune convention n'a été signée avec l'AFD, mais les deux acteurs échangent l'information, construisent leurs actions en complémentarité et coordonnent la mise en œuvre de leurs projets.

De 2007 à 2009, le suivi du projet sur place a été assuré par deux volontaires, dont un en charge du volet eau.

Des études d'impact et d'évaluation ont été menées par le GRET fin 2009 et se sont révélées positives. La Ville de Paris s'engage donc dans un nouveau programme triennal (2010-2012) pour le financement des branchements sociaux restants.

Montant total du programme : 225 000 € pour le volet eau (2007-2009) sur un total de 450 000 €.

Contribution de la Ville de Paris : 150 000 € sur 3 ans (50 000 € par an)

Autres bailleurs : MAEE (28 000 €)

→ Action en Palestine - Municipalité de Jéricho :

En 2008, Paris a décidé de renforcer ses actions en Palestine, à travers un partenariat avec la Municipalité de Jéricho. Pour ce projet, les deux partenaires ont signé une convention quadripartite avec l'AFD et le Palestinian Hydrology Group.

Le projet porte sur la définition, puis la mise en œuvre d'un schéma directeur de l'eau, avec un volet d'assistance technique sur la tarification et la maintenance. Pour mettre en œuvre ce projet, la Ville de Paris a signé une convention avec Eau de Paris afin de mobiliser l'expertise de ses agents.

Montant total du programme : 182 930 € sur 2009 - 2010

Contribution de la Ville de Paris : 40 000 € (50% du coût du schéma directeur) + 57 515 € d'expertise valorisée (1 expert de la DPE, 3 experts d'Eau de Paris, et 1 chargée de projet DGRI)

Autres bailleurs : AFD à hauteur de 65 480 € dont 40 000 € pour le schéma directeur et le reste pour le fonctionnement du projet; **Municipalité de Jéricho** (contribution valorisée).

Le dispositif d'appui aux associations de solidarité internationale du Département

Mis en place en 2006, le dispositif de la Ville de Paris a déjà soutenu 21 projets associatifs dans 13 pays d'Afrique, d'Asie et des Caraïbes, pour un montant de 2,2 M€. Sept nouveaux projets ont été retenus en 2009.

Qui ? Le fonds est ouvert aux associations loi 1901, d'au moins un an d'existence et ayant leur siège en France, à l'exception des comités de jumelage.

Où ? Paris a choisi d'orienter prioritairement sa coopération en destination des aires urbaines des grandes villes de l'Afrique sub-saharienne (notamment francophones), de l'Asie et de l'Amérique latine, sans toutefois exclure l'Europe élargie et le pourtour méditerranéen, ainsi que les zones rurales de ces régions.

Pour quoi ? Projets consistant en des actions précises, sur une durée inférieure à 36 mois, et visant à améliorer l'accès à l'eau et à l'assainissement des populations des pays en voie de développement. Un projet ne comportant aucun investissement matériel sur le terrain ne peut prétendre à une subvention.

Combien ? Le fonds « Solidarité eau et assainissement » de la Ville de Paris est doté d'une enveloppe annuelle maximale de 900 000€, distribués sous forme de subventions allant de 10 000€ à 300 000€ par projet. Le nombre de projets retenus chaque année est variable.

Perspectives d'évolution

Dans les années à venir, le budget Oudin de 1 000 000 € devrait être davantage consacré à des projets de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et moins à l'appel à projets destiné aux associations.

Un nouveau projet de coopération décentralisée dans le domaine de l'eau est en cours d'élaboration avec la Ville de Bethléem. Cette action devrait être menée dans une démarche conjointe et complémentaire avec l'AFD qui finance déjà un programme de rénovation du réseau d'eau de Bethléem. La contribution de la Ville de Paris dans le cadre de ce partenariat devrait se situer entre 50 000 et 100 000 € en 2010.

Liens existants l'AFD

La Ville de Paris a des contacts réguliers avec l'AFD (la mission collectivités locales au siège, et les agences locales dans les pays où Paris intervient). Elle intervient en partenariat plus ou moins formalisé avec l'agence dans l'ensemble de ses projets pour échanger l'information, agir en complémentarité et mutualiser les moyens.

A retenir

Des actions de coopération décentralisée directes

Un appel à projets E&A ouverts aux associations

1 M€ / an en application de la loi Oudin